

Union européenne

- Le président français Macron a entamé une tournée en Europe centrale pour y parler des travailleurs détachés, mais aussi d'intégration européenne.
- Le chef du gouvernement slovaque Fico semble vouloir se distancier de ses voisins eurosceptiques polonais et hongrois.
- La République tchèque s'interroge, quant à elle, sur son engagement européen.

Emmanuel Macron et le Slovaque Fico se font les yeux doux

[La directive sur les travailleurs détachés] "est une trahison de l'esprit européen dans ses fondamentaux."

Emmanuel Macron

A Salzbourg, le président français a appelé à une révision profonde du texte de 1996 qui balise le détachement de travailleurs par leur employeur dans un autre Etat membre. *"Le marché unique européen et la libre circulation des travailleurs n'ont pas pour but de favoriser les pays qui font la promotion du moindre droit social et c'est ce qui dans nos pays nourrit le populisme et érode la confiance*

dans le projet européen", a insisté M. Macron.

La Commission européenne a déposé en mars 2016 une proposition de révision de cette directive. Pour l'heure, les Etats membres de l'ouest de l'Union et ceux d'Europe centrale et orientale – d'où proviennent la majorité des travailleurs détachés – ne parviennent pas à trouver un accord.

Laure de Charette

Correspondante à Bratislava

Le président français Emmanuel Macron a entamé ce mercredi un périple en Europe centrale (Autriche, Bulgarie et Roumanie) afin d'évoquer le futur de l'Union européenne, et notamment la question

des travailleurs détachés (lire ci-contre). A Salzbourg, il a rencontré le chef du gouvernement slovaque, Robert Fico. Ce dernier avait l'ambition de profiter de sa rencontre avec Emmanuel Macron pour se rabibocher avec le couple franco-allemand et l'Europe.

La tentative de rapprochement a commencé la semaine dernière. L'avenir de la Slovaquie est *"au cœur de l'Union européenne, avec la France et l'Allemagne"*, a déclaré le 15 août Robert Fico. *"L'intérêt vital de la Slovaquie est l'UE"*, a-t-il poursuivi, avant d'ajouter qu'il est prêt à intensi-

fier la coopération militaire de la Slovaquie avec l'Europe, et même à chercher *"des solutions européennes"* pour remplacer les vieux avions de chasse russes de son armée.

Fico se distancie du groupe de Visegrad

Pourtant ces dernières années, pour des raisons purement électoralistes,

Robert Fico, un populiste de gauche, avait habitude à des discours assez anti-européens. Lui qui déclarait que *"les eurodéputés sont déconnectés de la réalité"* a ouvertement critiqué la politique européenne des quotas de réfugiés. Et en 2010, le Parlement slovaque fut le seul de la zone euro à voter contre la participation au plan d'aide financière à la Grèce.

Mais l'élection surprise d'Emmanuel Macron en France, sa volonté de pousser plus loin l'intégration européenne et, surtout, sa menace d'une *"Europe à deux vitesses"*, ont soudain ravivé les velléités européennes de Robert Fico. Plus question de jouer les trouble-fête, l'heure est venue de mettre de l'eau dans son vin. Depuis le choc du Brexit déjà (d'après un sondage réalisé dans la foulée, 62 % des Slovaques auraient voté pour rester dans l'UE) et les milliards que cela va coûter au Royaume-Uni, Robert Fico a baissé d'un ton.

Par là même, il prend ses distances avec ses trois compères du groupe de Visegrad (République Tchèque, Hongrie, Pologne), bien plus eurosceptiques, sinon anti-européens. Il faut dire que la Slovaquie joue, depuis toujours, une partition différente : c'est le seul pays du groupe de Visegrad à avoir adopté l'euro, le seul, plus récemment,

à avoir accueilli quelques réfugiés, ce qui lui vaut d'échapper à la procédure de sanctions lancée par l'Europe.

La Slovaquie fait preuve de pragmatisme

Si la Slovaquie rentre dans le rang européen, c'est par pur pragmatisme : le pays a besoin de Bruxelles. Un tiers des fonds européens va aux pays du groupe de Visegrad. Et si au premier trimestre 2017 la croissance moyenne au sein du V4 était de 3,8 %, ce qui en fait la région la plus dynamique de l'Union, c'est bien grâce au marché unique. La Slovaquie y exporte en masse, notamment ses voitures (un tiers de ses exportations).

Et c'est à l'Union européenne, encore elle, que le pays doit son ascension express. Pour Vladimir Vano, chef économiste à la Sberbank, la Slovaquie est sans doute le pays *"qui a le plus profité de l'intégration européenne"*. Il rappelle que *"jusqu'en 1998, le pays allait mal, avec un chômage autour de 20 %, une dette publique colossale, un manque cruel de compétitivité et une corruption rampante"*. En 1997, Madeleine Albright, alors secrétaire d'Etat américaine, avait même qualifié la Slovaquie de *"trou noir de l'Europe"*.

Mais, en quelques années, sous l'impulsion d'un chef de gouvernement dynamique, Mikuláš Dzurinda (1998-2006), et d'une série de réformes, le pays se transforme en *"Tigre des Tatras"*, du nom du massif qui domine le pays. Pour Vladimir Vano, c'est bien simple : *"La Slovaquie s'est réinventée, puis a intégré l'Europe"*, en 2004. *"Les aides européennes nous ont permis de développer des infrastructures. Et le marché commun, l'ouverture aux capitaux étrangers et la liberté de mouvement de la main-d'œuvre nous ont grandement aidés"*.

Le chef du gouvernement slovaque en est conscient. Nul besoin qu'Emmanuel Macron le lui rappelle...

La République tchèque doit choisir son camp

Pour les Tchèques, l'heure de vérité a sonné. Alors qu'Emmanuel Macron vient tester l'envie d'Europe des différents pays d'Europe centrale, la République tchèque va devoir dire jusqu'où elle soutient la volonté franco-allemande d'intensifier l'intégration européenne. Après la prise de position très claire du Premier ministre slovaque Robert Fico en faveur de l'Union, *"les Tchèques restent les trublions : pas fans de la démocratie illibérale, mais pas non plus désireux de faire un pas décisif en faveur d'une intégration européenne plus poussée. La rencontre à Salzbourg est donc un test majeur pour la République tchèque"*, analyse Tomas Prouza, ex-secrétaire d'Etat tchèque aux Affaires européennes, dans une tribune publiée dans le journal européen "EUobserver".

Les Tchèques veulent-ils plus d'Europe ? Pas sûr. Le favori des élections législatives d'octobre est le parti populiste ANO (Action des citoyens insatisfaits), dirigé par le milliardaire Andrej Babiš, un fervent eurosceptique. Et le président, Miloš Zeman, évoque régulièrement l'idée d'un référendum d'appartenance à l'UE, sur le modèle du Brexit. Même si, comme David Cameron, il assure être favorable au maintien, le risque de sortie serait réel. Et l'euro ? La Tchéquie a intégré l'UE en 2004, mais n'a jamais

adopté la monnaie unique. Récemment, on évoquait la date de 2020, puis un référendum, puis... rien.

Les Tchèques au pied du mur

Mais les Tchèques sont désormais au pied du mur, et ils le savent pertinemment. Pour le Premier ministre Bohuslav Sobotka, sans l'euro, son pays est condamné à vivre *"à la périphérie de l'UE"*. Certains redoutent même qu'à l'avenir, Prague soit mis au ban du marché commun. *"Si le concept d'Europe à plusieurs vitesses devait conduire à une union fracturée et réduire la portée du marché intérieur, il serait dévastateur"*, estime Martin Povejšil, ambassadeur tchèque auprès de l'UE.

Il faut dire que la République tchèque est très dépendante de ses partenaires commerciaux européens (83 % des exportations et 65 % des importations en 2015). Pire, et si le budget européen se tricotait désormais sans eux ? Or ils reçoivent bien plus d'argent de l'Europe (36,7 milliards d'euros depuis l'adhésion) qu'ils ne lui en versent (16 milliards). La relance de l'Europe par le moteur franco-allemand va pousser les Tchèques à trancher rapidement, s'ils ne veulent pas en rester les parents pauvres.

LdC, à Bratislava